



Dans ce numéro

Dossier :
Projet fédérateur,
déjà 2 ans d'actions !

Calais : contre la
« politique des bulldozers »

Actu du réseau : Cap sur
la COP !

Projet fédérateur : atelier
d'échange d'expériences
à Kelaat M'gouna

+ l'agenda et l'actu des
migrations & du réseau

Les associations montrent la voie

Ce nouveau numéro d'IDD infos montre une nouvelle fois l'actualité des thèmes que porte le réseau IDD. Le dossier de 8 pages consacré au projet fédérateur « Démocratie participative » témoigne de la mobilisation de tout le réseau et de ses partenaires, en France et au Maroc, pour faire vivre le projet et avancer sur la voie de nouvelles formes de participation de la population aux décisions qui les concernent directement. Si ce projet n'est pas terminé, puisque nous abordons sa troisième et dernière année, les premières pistes de bilan sont assez positives : « *Ce projet a participé à créer une dynamique pour IDD au niveau national comme il a participé à renforcer les liens entre les associations membres et la capitalisation de leur travail avec les collectivités au service du développement local* », se réjouit Omar El Othmani, de la Fédération des associations de développement de Tinghir (FADT). De même, Alliatte Chiahou de l'association Racines et Horizons (France) pense que « *le partenariat entre les associations marocaines et françaises s'est renforcé, pour ne plus répondre à l'urgence mais réfléchir à l'inscription des projets sur le long terme* ». Reste que le projet fédérateur manque encore de concret. « *La théorie est très bien, mais la mise en pratique est plus compliquée et nous avons besoin de formation pratique pour pouvoir appliquer au mieux ce qui a été vu pendant les formations* », estime Hanane Benali, du Réseau des jeunes de Figuig pour le développement. Quoi qu'il en soit, à l'heure où l'élan démocratique s'affaiblit en France et peine à s'affirmer au Maroc, ce projet creuse un sillon intéressant pour l'avenir. Dans une démarche d'évaluation, de capitalisation et de valorisation de ces expériences, un séminaire-bilan à mi parcours aura lieu les 19 et 20 mars (p. 12). Cette rencontre, étape importante dans le processus, permettra aux acteurs du projet de se réunir afin de formuler des recommandations pour cette dernière année, sur la base des résultats déjà atteints.

Dans ce numéro, nous revenons aussi sur l'un des derniers temps forts de ce projet, à savoir un atelier d'échanges d'expériences sur l'implication des jeunes, des femmes et des émigrés à la valorisation du patrimoine local qui s'est déroulé à Kelaat N'Gouna fin novembre (p. 15).

Nous abordons une nouvelle fois le sort tragique des migrants (p. 4) à travers un appel lancé en février dernier par de nombreuses associations et personnalités qui réclament qu'un autre traitement soit réservé à la « jungle de Calais » et à celles et ceux qui l'occupent. « *Un bulldozer ne fait pas une politique* », rappellent-ils au gouvernement.

Enfin, nous consacrons un portrait à Rachid Youbi de l'association Tamount, et présentons l'actualité des associations du réseau.

Pour conclure, nous vous annonçons que l'AG d'IDD aura lieu les 9 et 10 avril prochains à Mulhouse.

Mohammed Bazza – Président d'IDD

Au sommaire de ce numéro

3 Actualités

Hommage / Mobilisation / Publication

4 Réflexions

Action collective – Calais : les bulldozers ne font pas une politique !

5 Dossier

Projet fédérateur « Démocratie participative » : déjà deux ans d'actions !

13 Actualité du réseau

IDD / ATMF-BHL / Khamsa / Tidi / MCDA

14 En direct du projet fédérateur

Pôle Sud-Est : atelier d'échanges d'expériences à Kelaat M'gouna

16 Parcours militant

Rachid Youbi

LES ASSOCIATIONS MEMBRES DU RÉSEAU IDD EN FRANCE

PARIS et RÉGION PARISIENNE

AAT – Association des ami(e)s de Taourirt (Paris)

01 39 78 95 12 – contact@aataourirt.org

ASEO – Amis et sympathisants d'El Aïoun l'Orientale

(Gennevilliers – 92)

aseo.france@gmail.com

ATTACHAROUK (Gennevilliers – 92)

01 47 94 71 93 – attacharouk.ayoubi@laposte.net

FAF-MF – Fédération des associations de Figuig

Maroc-France (Aubervilliers – 93)

06 63 97 13 55 – faffiguig@gmail.com / contact@faf-mf.org

OUAD MAIT (Villetaneuse – 94)

06 14 84 40 04 – ouadmait@live.fr

RACINES ET HORIZONS (Argenteuil – 95)

06 67 09 58 74 – maissim@hotmail.com

RÉGION EST

ATMF BHL – Association des travailleurs maghrébins de France - Bassin houiller lorrain (Saint-Avold – 57)

03 87 92 30 53 – atmf.bhl@free.fr

KHAMSA-Solidaire ici et ailleurs

(Vandœuvre-lès-Nancy – 54)

09 54 24 17 82 –

association.khamsa@free.fr

MCDA – Migrations et co-développement

Alsace (Rixheim – 68)

03 89 44 52 13 –

migracodevalsa@gmail.com

REPONSE (Vandœuvre-lès-Nancy – 54)

03 83 56 92 70 – associationreponse@free.fr

RÉGIONS OUEST et NORD

CRÉPUSCULE

(Angers – 49)

06 09 89 32 38 – crepuscule.angers@hotmail.fr

LES 2 RIVES

FRANCO-MAROCAINES

(Tourcoing – 59)

03 20 26 72 38 –

m.bougezda@mda-tourcoing.fr

MARS

Du mercredi 16 au vendredi 18 :
Visites d'échanges d'expériences dans
le cadre du projet fédérateur

Lieu : Province de Zagora (Maroc)

Lire page 12

Samedi 19 et dimanche 20 :
séminaire international : La démocratie
participative pour un développement
humain et solidaire au Maroc

Lieu : Zagora (Maroc)

Lire page 12

AVRIL

Samedi 9 et dimanche 10 :
Assemblée générale d'IDD

Lieu : Mulhouse (association MCDA)

Infos : 01 55 79 09 34

JUILLET

Du mercredi 6 au samedi 9 :
Université d'été des mouvements
sociaux et de la solidarité internationale
organisée par le CRID et ATTAC

Lieu : Besançon (campus de la Bouloie)

Infos : www.universite-si.org

AOÛT

Du mardi 9 au dimanche 14 :
Forum social mondial

Lieu : Montréal (Canada)

Infos et inscriptions : www.fsm2016.org

HOMMAGE

Idder Arsala

Un hommage chaleureux et émouvant a été rendu en sa présence au militant Idder Arsala jeudi 10 mars 2016 à la mairie du 2ème arrondissement de Paris. Beaucoup de militants maghrébins et français qui ont connu Idder depuis les années 1960 se sont déplacés. L'itinéraire d'Idder est riche : Militant du mouvement national, engagé dans la lutte pour l'indépendance du Maroc. Militant pour la démocratie, opposant au régime d'Hassan II, exilé en Algérie dès 1963, il a rejoint la France en 1967. Militant de l'immigration maghrébine engagé dans les luttes ouvrières, ancien président de l'Association des Marocains en France (AMF, fondée par Mehdi Ben Barka en 1961), Idder était de toutes les luttes contre le racisme et pour l'égalité en France, pour les libertés et la démocratie au Maroc et au Maghreb, et pour la solidarité internationale. À 85 ans, il est resté un militant exigeant, fidèle aux valeurs de liberté, d'égalité, de justice sociale et de démocratie.



MOBILISATION

Une Coalition marocaine pour la justice climatique

Le 7 février dernier a été créée la Coalition marocaine pour la justice climatique (CMJC) à l'initiative du secrétariat du FS Maroc. Lors de la conférence internationale sur « La société civile et la construction maghrébine » organisée les 26 et 27 février derniers à Casablanca par le FMAS, le FTDES et OXFAM, cette toute nouvelle coalition a lancé un appel aux organisations participantes pour une séance de partage, d'échanges et de concertation sur les résultats de la COP 21 et les perspectives de la COP 22. À l'issue de ce temps d'échanges, les organisations ont affirmé leur adhésion au processus engagé par la CMJC visant à mettre en place une plateforme maghrébine pour la mobilisation sur la justice climatique au Maghreb à l'occasion de la tenue de la COP 22. Elles ont aussi délégué à la CMJC le soin d'élaborer un projet de feuille de route pour cadrer les réflexions sur la participation des mouvements sociaux, organisations de la société civile et syndicats, avant, pendant et après la COP 22.

Sites : www.coalitionclimat22.org

PUBLICATION

Xénophobie business. À quoi servent les contrôles migratoires ?

Dans cet ouvrage publié en 2012, la juriste Claire Rodier étudiait comment la gestion de l'immigration, en particulier la surveillance des frontières, était devenue un business lucratif pour les sociétés privées de sécurité comme pour l'industrie de l'armement. Frontex, l'agence européenne des frontières, est emblématique de ce boom économique. Face à la crise migratoire actuelle, Claire Rodier vient d'actualiser son livre, qui propose une préface inédite.

Ed. La Découverte, collection « Cahiers libres » – 2012 – 200 pages



Calais : les bulldozers ne font pas une politique !

ACTION COLLECTIVE – De nombreuses personnalités et organisations, dont IDD, s'opposent à l'évacuation de la Jungle de Calais et exhortent la France à changer de politique.

Une fois de plus, l'unique réponse qu'envisagent les pouvoirs publics face à la situation dans le Calais, c'est l'évacuation d'un camp de réfugiés, et leur dispersion. On feint de s'attaquer aux causes réelles du problème ; mais en réalité, en s'en prenant aux victimes condamnées à se disperser dans la peur, cette politique ne fait que le déplacer et l'aggraver. Cette « solution » n'en est pas une.

Aux huit organisations qui ont adressé une lettre ouverte à Bernard Cazeneuve pour lui demander de surseoir à l'évacuation programmée d'une grande partie de la « jungle » de Calais, le ministre de l'Intérieur vient d'adresser une réponse qui est une fin de non-recevoir : il justifie sa décision à coups de propos incantatoires sur le respect des droits fondamentaux des migrants et le bien-fondé de politiques qui ne varient pas depuis des années, malgré leur échec évident ; et il rappelle aux associations leur « partenariat » avec l'État comme pour les impliquer dans la politique qu'elles contestent. Dans la foulée, la préfecture du Pas-de-Calais vient de publier un arrêté ordonnant aux occupants de la zone sud du bidonville, dite « la Lande », de quitter les lieux mardi 23 février au plus tard.

Bulldozers contre droits

Les bulldozers ne peuvent pas tenir lieu de politique. Cela n'implique évidemment pas de nous accommoder d'une « jungle » dont le nom dit tout. Personne ne saurait accepter le maintien en l'état du bidonville de Calais, pas plus que du camp de Grande-Synthe, ni d'aucun autre. Personne ne peut se satisfaire de voir des réfugiés contraints de survivre dans de tels lieux.

Depuis des années, nous ne cessons d'ailleurs de dénoncer l'indignité de ces conditions de vie, comme l'a fait également Jacques Toubon, le Défenseur des droits, l'été dernier. Plus récemment, le tribunal administratif de Lille a même condamné l'État à procéder en urgence à des améliorations, décision confirmée par le Conseil d'État.

Pour autant, il n'est pas question non plus de cautionner l'évacuation annoncée, non seulement parce qu'elle est inhumaine, mais aussi parce qu'elle ne résoudra rien. Chasser les habitants d'une large partie du bidonville, y faire passer des bulldozers et détruire tout ce qui, dans la précarité et avec les moyens du bord, a été construit au fil des mois : à quoi bon ?

Les migrants qui se trouvent dans le Calais veulent souvent rejoindre des proches en Grande-Bretagne. D'autres seraient en droit de demander l'asile en France mais ils ne le savent pas toujours, ou bien ils se méfient de l'accueil qui leur serait réservé. D'autres encore attendent une réponse à leur demande. Parmi eux, il y a beaucoup d'enfants... Or pour plusieurs catégories de migrants, il existe des solutions inscrites dans les textes, avec des dispositifs, des acteurs, des fonds alloués à cet effet. Elles auraient pu être mises en œuvre depuis longtemps déjà.

Au lieu de s'y atteler, les pouvoirs publics ont préféré procéder à des « démantèlements » successifs. En 2015, ils ont contraint les migrants ainsi délogés à s'installer dans une zone « aménagée » pour eux. Bref, ils ont déjà défait ce qui se faisait, forçant ceux qu'ils chassaient à vivre dans une précarité plus grande encore.

Conteneurs pour vies réduites

Aujourd'hui, la partie principale du bidonville d'État de Calais est constituée de tentes et d'abris sommaires, bâtis par les réfugiés avec des bénévoles de différentes associations. Dans ces quelques kilomètres carrés sont nés peu à peu des cafés ou des restaurants de fortune, de minuscules épiceries, des lieux de culte de différentes religions, de toutes petites écoles, un théâtre sous chapiteau, une cabane d'aide juridique, plusieurs endroits dévolus à des soins, etc. Autant d'espaces de vie sociale, partagés par les réfugiés des différentes nationalités présentes dans le bidonville.

Qu'est-ce qui justifie de raser tout cela ? Le ministre veut convaincre que c'est pour le bien des occupants. En réalité, c'est une politique de dissuasion : rendre la vie invivable aux réfugiés. À ceux qu'ils ont hier installés dans cette zone, les pouvoirs publics enjoignent depuis des semaines d'occuper des conteneurs - sortes d'Algecos - ou sinon d'être dispersés loin de Calais, dans des CAO (centres d'accueil et d'orientation), baptisés « lieux de répit ».

Or c'est une alternative impossible.

Le ministre vante les mérites des conteneurs, qui sous sa plume semblent des bungalows pour vacanciers. Le fait est qu'il s'agit de cabanes de chantier, avec dans chacune des lits superposés pour douze personnes, où l'on ne peut qu'être debout ou couché ; toute installation de mobilier y est interdite, toute intimité impossible...

Court-terme

Concernant les CAO, le ministre se félicite de ce qu'ils permettraient aux migrants, grâce à « un accompagnement associatif de qualité » et à « un suivi particulier » des personnes, de déposer des demandes d'asile dans de bonnes conditions, ce qui n'était pas le cas dans le bidonville. « Au dernier recensement », écrit-il, « 80 % des migrants encore présents en CAO étaient engagés dans une démarche d'asile »... Il oublie de parler de ceux qui, mis en hôtel, sont privés de tout accompagnement et risquent une prochaine expulsion du territoire. Il oublie aussi de préciser que les CAO ont été conçus comme des solutions à très court terme ; après leur fermeture, qu'advient-il des personnes qui y auront été envoyées ?

Conteneurs, CAO ; expulsion, dispersion ; ces réponses ne feront qu'aggraver le sort des migrants sans régler pour autant le problème auquel est confrontée la région du Calais, pas plus qu'en son temps la fermeture du camp de Sangatte. Et dans un an, on nous rejouera la même scène. Car c'est avant tout l'inaction des pouvoirs publics, mais aussi leur action, qui, en créant des conditions de vie impossibles, rend la situation ingérable. L'État veut nous faire croire qu'il prend le parti des habitants contre les réfugiés ; en réalité, il monte les premiers contre les seconds en abandonnant les uns et les autres.

Un autre discours

Il faut cesser de chasser de jungle en bidonville toute la misère du monde, persécution qui ne fait qu'exaspérer le ressentiment des « riverains ». Non, le malheur des migrants ne fera pas le bonheur des Français, pas plus à Calais qu'ailleurs. En réalité, laisser se dégrader la situation est plus pénible pour les populations du Calais, et plus coûteux aussi pour les pouvoirs publics, que s'employer à l'améliorer. L'humanité la plus élémentaire nous interdit ces destructions à répétition ; mais notre intérêt bien compris aussi.

Ce pays peut-il se satisfaire de devenir le champion du non-accueil, alors que les réfugiés y sont moins nombreux qu'ailleurs ? Ce que d'autres pays font déjà, la France doit pouvoir le faire. La Grande-Bretagne, qui porte une lourde responsabilité dans cette situation, doit elle aussi revoir sa position à cette frontière. Il faut en finir avec l'improvisation perpétuelle ; il est temps de penser dans la durée. Et si l'État ne fait pas son travail, nous allons y travailler nous-mêmes – avec les associations sur le terrain, avec les habitants du Calais et avec les réfugiés.

Les jours prochains, nous irons à Calais pour le clamer haut et fort : nous ne sommes pas condamnés à choisir entre la « jungle » et sa destruction. Nous refusons de réduire la France à des barbelés et des bulldozers. Nous tiendrons une conférence de presse. Nous voulons faire entendre un autre discours que celui des pouvoirs publics qui occupent les médias. Détruire, dit la Préfète ? Avec, sans ou contre l'État si nécessaire, il faudra pourtant bien construire un avenir.

Le 22 février 2016

DOSSIER

Projet fédérateur « démocratie participative » : déjà deux ans d'actions !



Photos : IDD

En janvier 2014, IDD, l'IFAD et le CCFD-Terre solidaire donnaient le coup d'envoi à un ambitieux projet : fédérateur toujours, mais tourné cette fois-ci vers la démocratie participative, au Maroc mais aussi en France. Durant ces deux années, les activités ont été nombreuses et de différents ordres, des deux côtés de la Méditerranée : formations, atelier d'échanges d'expériences, rencontre de jeunes, visites de terrain... S'il faut encore attendre un an pour entamer le bilan final, les premiers résultats sont positifs et encourageants. Pour s'en convaincre, place aux témoignages !

Depuis deux ans, le projet fédérateur « Démocratie participative » a permis la mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités en France et au Maroc, et d'activités ayant pour ambition de rapprocher les différents acteurs de développement dans le devenir de leurs territoires. En effet, le projet fédère un ensemble diversifié d'acteurs : des associations locales marocaines et des associations françaises issues de l'immigration marocaine, dans la continuité d'une dynamique existante depuis plus de 15 ans, mais également des communes marocaines.

Ce projet a pour ambition de permettre aux acteurs bénéficiaires de mener des actions de développement plus concertées, en répondant aux attentes et besoins des populations, en particulier les jeunes et les femmes. C'est notamment à travers l'animation d'espaces communautaires que le projet entend renforcer la mobilisation des habitants. Des processus de concertation entre acteurs du développement local sont en cours dans quatre communes pilotes marocaines.

Ces pages donnent la parole aux acteurs et parties prenantes du projet, afin qu'ils livrent leurs observations, mais aussi leurs souhaits pour la suite et la fin du projet.

Principales activités menées en 2014

24, 25 et 26 janvier

MAROC (Mehdia)

Rencontre nationale de concertation et de lancement du projet

→ 92 participant-es représentant les principaux groupes-cibles du projet

Cette première rencontre a permis aux membres des associations d'échanger autour des enjeux du projet (la démocratie participative, la ruralité, la place des migrants) et d'avoir une vision plus claire et partagée.

27 janvier

MAROC (Rabat)

Réunion du comité de pilotage du projet

→ 13 participant-es des structures porteuses du projet et des représentants des associations actrices et bénéficiaires du projet

Cette première réunion du comité de pilotage a permis des échanges autour du rôle du consortium et du comité de pilotage. Un bilan de la rencontre nationale a permis d'échanger sur le contexte de démarrage des activités et l'appropriation du projet par les groupes cibles et acteurs. Des recommandations ont été faites autour du recrutement de l'équipe et son installation dans les territoires. Enfin, le planning et les activités de l'année 1 ont été abordés.

Témoignage d'Alice Champseix – Chargée de mission partenariat Afrique du Nord au CCFD-Terre solidaire (France)

Du point de vue du CCFD, les principaux enjeux pour la suite du projet sont :

- Avancer sur l'axe d'expérimentation des processus de concertation et de participation locale grâce au travail de Targa.
- Poursuivre le processus déjà réussi d'implication des jeunes dans la dynamique du projet, notamment en mettant en place les recommandations émises lors de l'université des jeunes.
- Améliorer l'implication des femmes

dans le projet et les associations, ce processus étant encore en deçà de ce qui avait été prévu. A cet égard, la campagne sur l'égalité hommes/femmes et les stéréotypes de genre constitue un élément important pour la suite du projet.

- Accompagner les communes pilotes dans leurs dynamiques propres, notamment pour la recherche de financements au niveau local qui permettront de pérenniser les projets des associations.

Janvier à mars

MAROC (Rabat + territoires)

Recrutement de l'équipe projet et installation des salariés

Des missions d'installation ont été réalisées dans les territoires et une formation des salariés a été organisée à Rabat du 21 au 24 mars. La démarche méthodologique d'accompagnement de terrain, les outils de suivi-évaluation et la gestion des dépenses ont été également abordés collectivement.



1er avril au 31 mai

FRANCE ET MAROC

Réalisation d'un « État des lieux »

→ 63 entretiens individuels, 23 entretiens collectifs et 19 réunions formelles ou informelles, ainsi que 30 fiches réalisées auprès des acteurs dans chaque pôle. Plus de 800 personnes rencontrées, dont 37 % de femmes et 33 % de jeunes de moins de 35 ans

La participation active des bénéficiaires du projet à l'état des lieux a permis une meilleure appropriation des enjeux du projet et une interconnaissance entre l'équipe et les acteurs/les territoires pour enclencher le processus d'accompagnement. Les données ont également permis d'affiner la stratégie de formation et d'accompagnement du projet.



Activités préparatoires



Activités de renforcement des capacités des associations



Animation du projet



Activités d'information et de capitalisation

Au regard d'autres projets soutenus par le CCFD-Terre solidaire dans la région Maghreb-Machreck, le projet fédérateur « Démocratie participative » a pour première spécificité le lien fait entre la France et le Maroc, qui est bien évidemment au cœur de l'identité d'IDD et de ses associations membres. Les visites d'échanges d'expériences en France et au Maroc ou les événements qui regroupent des jeunes de France et du Maroc sont une vraie valeur ajoutée du projet.

D'autre part, le fait que le projet allie renforcement de capacités, implication des jeunes et des femmes et concertation sur l'ensemble du territoire marocain (complétude thématique et géographique) en fait un projet très complet par rapport à d'autres projets que nous soutenons, souvent (bien que pas toujours) focalisés sur un territoire ou une thématique.

C'est l'un des défis du projet : cela complique le suivi mais permet de travailler

sur l'ensemble du territoire tout en actionnant différents leviers d'action afin de favoriser le développement.

Enfin, si le CCFD soutient plusieurs associations qui mènent des activités favorisant la participation des citoyens, ces dernières n'ont pas toujours développé une approche analytique des processus et des dispositifs qui favorisent la concertation et la rendent efficace. A ce titre, la partie capitalisation et recherche-action du projet de démocratie participative d'IDD et de l'IFAD est particulièrement intéressante, notamment car elle pourra permettre la réplique de certains de ces mécanismes.

**20 et 21 septembre
FRANCE (Paris)**

**26, 27 et 28 septembre
MAROC (Bouknadel)**

**1^{ère} session de formation
« Projet associatif »**

Les participants ont été sensibilisés à l'importance de la formalisation du projet associatif pour enclencher une dynamique de travail au sein de leur association, sur les notions de stratégie, vision, mission et rôle d'une association / méthode d'analyse et d'auto-évaluation concernant son organisation, son environnement et ses publics cibles.

Août

Lancement du blog du projet

Le blog informe sur le projet, les partenaires et les acteurs, et permet de publier des articles d'actualités sur les activités en cours, ainsi que des témoignages des acteurs.

MAROC

17 et 18 mai Figuig

31 mai et 1^{er} juin Bouizakarne

7 et 8 juin Khmiss Dades et Ouled Ftata

4 rencontres « régionales » de concertation

→ 124 participants, dont 20 % de femmes et 35 % de jeunes, représentant 42 associations françaises et marocaines et 5 communes marocaines

Le travail d'état des lieux a été enrichi. Les acteurs ont pu émettre des points de vigilance et des recommandations pour assurer une adéquation avec le contexte de chaque territoire, ses atouts et ses contraintes, et d'assurer le lancement officiel des activités dans les territoires et l'engagement des participants, notamment des représentants des communes, dans le processus du projet.

**Témoignage de Khadija Moutabiaa
– Association Tayafoute (Maroc)**

Je suis vice-secrétaire générale de l'association Tayafout, première association de femmes de Tamanarte, créée pour mener des projets de développement en faveur des femmes rurales. Elle cherche à intégrer ces femmes dans le travail collectif et associatif, et porte également un intérêt aux enfants. L'association est partenaire du réseau IDD depuis 2012.

Le projet fédérateur m'a apporté beaucoup de choses, parmi lesquelles de nombreuses expériences comme la visite d'échanges en France. Ces échanges d'expériences ont contribué à enrichir mes connaissances notamment grâce à ma participation aux cycles de formations organisés. Cela m'a permis de prendre plus d'initiatives et d'acquérir des informations importantes et complémentaires concernant le thème de la démocratie participative.

Le projet a permis d'accompagner l'association dans la création d'un ensemble de partenariats, et d'introduire de nouvelles démarches dans son travail quotidien (notamment le projet associatif). Grâce au travail sérieux de l'accompagnateur territorial du Pôle, notre association a pu renouveler son dynamisme et entrer en partenariat avec des acteurs locaux

comme l'INDH, l'Entraide Nationale, l'ADS (Agence de Développement Social). Grâce aux efforts de l'accompagnateur, nous avons pu réaliser avec succès notre projet de pâtisserie, et nous sommes en négociation avec le conseil provincial pour la reconstruction du centre des femmes.

Le projet permet aussi de renforcer la communication et d'améliorer les capacités dans le domaine de la concertation avec la population. Il a également permis l'adhésion de l'association en tant que membre officiel des espaces de concertation dans la commune de Tamanarte. Malheureusement le projet n'a pas permis d'augmenter la participation des femmes élues aux rencontres organisées. L'invitation des femmes élues aux formations et rencontres est cependant important pour renforcer la concertation et les échanges avec l'association.

Enfin, le projet a permis d'organiser des rencontres entre les deux associations de Tamanarte (Tamount et Tayafout) et Attacharouk, traçant une démarche collective de travail et un échange d'idées autour du projet « démocratie participative ».

Selon moi, les apports de ce projet sont principalement le renforcement des capacités concernant le projet associatif, le contexte institutionnel, la gouvernance, les outils de participation et de concertation. Cependant, je pense que les thèmes du contexte institutionnel et de la concertation ont manqué d'approfondissement, et il y a encore un manque de motivation des associations, faute de moyens pour les inciter à répondre à certaines de leurs exigences de travail. Il serait souhaitable d'encourager les rencontres locales comme la rencontre collective de Targhijit du 24 janvier 2016.



Activités de renforcement de la place des jeunes et des femmes dans les associations

Activités de renforcement des acteurs de développement au niveau communal

Témoignage d'Abderrahmane Messaoudi – Association Timoulay Izder (Province de Guelmim – Maroc)

Avoir le courage et le pouvoir pour se mettre en question, revoir les façons de faire et d'agir, chercher et découvrir de nouvelles stratégies d'engagement, re-déterminer et la vision et la mission, identifier et bien connaître les différents acteurs et intervenants, interroger les lois et les nouvelles législations, bien redéfinir toute une batterie de notions et concepts, planifier selon les capacités et les opportunités, etc. Ce sont là des exercices auxquels les acteurs associatifs et élus locaux sont rarement initiés

16 au 19 octobre

MAROC (Ouarzazate)

2^{ème} session de formation Maroc
« L'environnement institutionnel marocain »

Témoignage de Mohamed Amari – Association Espace Citoyens (Maroc)

Le projet Démocratie participative répond aux besoins de la société civile au Maroc et en France et accompagne le renouveau constitutionnel et législatif au Maroc. Egalement, il répond aux aspirations des élus de façon générale et des collectivités territoriales d'une façon particulière via des formations, des rencontres nationales et des activités d'échanges.

Si les résultats enregistrés sont différents d'un pôle à l'autre, ceci ne fait que traduire la richesse et la diversité des expériences sociales des associations dans les quatre régions. De la même façon, ce décalage est le résultat de la diversité de la nature des associations qui adhèrent au projet et du degré de leur ancrage dans le territoire où elles agissent. Quoi qu'il en soit, les activités qui ont été réalisées jusqu'à présent aussi bien en France qu'au Maroc ont participé d'une façon ou d'une autre à réaliser trois résultats. Le premier est l'approfondissement de la connaissance entre les associations du réseau dans chaque pôle et la hausse du niveau de coopération entre celles-ci, avec l'élargissement des espaces de leur travail pour englober la coopération avec les collectivités territoriales et les services déconcentrés au niveau de chaque pôle. Le deuxième est le renforcement des capacités des associations dans le domaine de la gestion participative et la construction des partenariats. Le dernier est la contribution à l'émergence d'idées créatives et au renouvellement dans chaque pôle en termes de mobilisation des partenaires, et l'élargissement du réseautage entre les associations membres

pour mener à bien leurs charges. Et ce sont là, justement, les thèmes sujets à exploration et questionnement lors des nombreux séminaires, ateliers d'échanges et sessions de formation et d'information organisés dans le cadre du projet porté par le CCFD-TS, IDD et l'IFAD et qui porte sur la démocratie participative comme facteur d'un développement humain et solidaire dans un partenariat entre associations et collectivités locales au Maroc. L'Association Timoulay Izder pour le Développement, en participant et en assistant aux divers ateliers de formation et rencontre d'échanges, s'est pleinement imprégnée des nouvelles approches et philosophies mises en exergue durant ces sessions. De cette imprégnation, il résulte une clarification de l'implication des acteurs de développement pour appor-



ter des réponses aux attentes des populations ciblées. C'est ainsi que notre association, à la suite de plusieurs réunions d'échanges et de réflexion auxquelles ont participé ses membres et adhérents, a pu réorienter son action et élaborer une feuille de route pour favoriser une mobilisation qualitative de tous les acteurs locaux, dans le but d'une intervention plus efficiente.

Dans un monde qui se transforme de manière accélérée, les incertitudes se mêlent à l'angoisse, d'où le besoin de chercher à reformuler, de manière aussi cohérente et claire que possible, les formes de pensée et d'action capables de nous expliquer notre situation et nos conduites... Ce projet fédérateur réussit amplement ce pari...

MAROC

31 octobre et 1^{er} novembre - Khmiss Dades

14 et 15 novembre - Khouribga

28 et 29 novembre - Figuig

24 et 25 janvier - Tata

Séminaires de formation territoriale sur
« La gouvernance locale »

→ 85 participant-es, dont 36 femmes (soit 42 %) et 24 jeunes (soit 28 %)

ainsi que l'intérêt pour le projet exprimé par d'autres associations.

Nous espérons aboutir à une deuxième étape du projet pour répondre à certains besoins exprimés par les associations membres et les communes partenaires, comme l'intégration des suggestions des associations partenaires, particulièrement celles se trouvant dans les communes pilotes, car ces suggestions tiennent compte de la spécificité des territoires. De même, l'accompagnement proposé aux associations devrait concerner, outre le processus de gestion participative initié par le projet, le montage de projets spécifiques. Enfin, le projet Démocratie participative et les associations qui le portent doivent fournir plus d'efforts pour assurer l'adhésion d'un plus grand nombre de collectivités territoriales concernées par le projet.

13 et 14 décembre

FRANCE (Paris)

2^{ème} session de formation France
« Contexte institutionnel et politique, acteurs et mécanismes de la démocratie participative au Maroc »

→ 21 participant-es, dont 7 femmes et 6 jeunes de moins de 35 ans

Cette session a permis aux participants de mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrit le projet au Maroc, afin de clarifier leur rôle au regard des mécanismes institutionnels existants, le rôle de chaque acteur (associations locales, communes, régions, agences, etc.), ainsi que les dispositions institutionnelles en vigueur (nouvelle constitution, charte communale, PCD, etc.). Cela leur permet de se positionner dans le « jeu d'acteurs » et de réfléchir à leurs partenariats.

MAROC

Mobilisation des communes dans la concertation communale

→ Adoption d'une convention par le conseil municipal de 3 communes à la session d'automne : Commune rurale de Khmiss Dades, Commune rurale de Tamanarte, Municipalité de Figuig. Trois conventions signées avec ces communes

22 activités de mobilisation des communes pilotes ont été réalisées : des entretiens de sensibilisation avec des élus et cadres des 4 communes pilotes, entretiens de sensibilisation avec des représentants des 4 provinces concernées.

Principales activités menées en 2015

27 au 30 janvier
MAROC (Marrakech)

1^{ère} session de formation
« web radio »

→ 11 participants sur les 3 cycles

La formation avait plusieurs finalités : découvrir les concepts de journalisme citoyen et les lois qui organisent le domaine du journalisme, apprendre le fonctionnement du matériel ainsi que le montage, la lecture radiophonique et le traitement du son... Les jeunes reporters se sont retrouvés pour préparer des petits reportages, encadrés par des formateurs d'E-Joussour.

Témoignage de Mohamed El Hadi – ATMF-BHL (France)

Après avoir suivi diverses réunions sur la question du projet associatif au sein d'IDD, j'ai transmis le message à l'ATMF-BHL. Le conseil d'administration de l'association a alors mis en place une équipe de travail pour réfléchir sur le projet associatif. Ensuite, plusieurs réunions de travail ont été consacrées à cette question. Une réunion du Pôle Est a eu



Témoignage d'Amar Benamar – IFAD (Maroc)

Le projet « Démocratie participative » est d'abord important parce qu'il est en phase avec des enjeux politiques sur les limites de la démocratie de représentation, et qu'il s'inscrit dans un débat et une bataille menée de longue date par le mouvement associatif sur la démocratie participative. Celle-ci nécessite une réflexion sur le cadre normatif, sur les mécanismes à mettre en place pour sa mise en œuvre et enfin un travail (une déconstruction des normes dominantes) sur les esprits et la culture. Quand on subit pendant des siècles le poids de l'autoritarisme, de la bureaucratie, de l'exclusion, il n'est pas facile de s'adapter à de nouveaux paradigmes, à de nouveaux fonctionnements qui sont dans la concertation, la participation et le respect de la diversité.

Témoignage de Claude Zimmer – MCDA (France)

MCDA est dans une phase de mutation depuis 2 ans au moins, avec un rajeunissement des membres du conseil d'administration, une réorientation des objectifs, et un renforcement de la communication pour trouver de nouveaux membres. Dans ce contexte, le fait de travailler sur notre projet associatif avec le support d'IDD, nous a permis de mieux préparer ce changement et ainsi d'y apporter une certaine remotivation.

Pour ce qui concerne nos associations partenaires au Maroc (DAR et Al Fath), nous nous sommes engagés à terminer les projets en cours, notamment le raccordement au château d'eau des 80 familles du douar de Derssat Bouhmama, un projet réalisé par Al Fath. Membre de MCDA et présidente d'Al Fath, Fatiha Holder a profité des formations et rencontres d'IDD et a su engager un processus de participation d'au moins deux membres de son association. Aujourd'hui la participation des deux membres est effective, des projets se profilent, et la volonté de communiquer avec la commune est réelle. Il est trop tôt pour dire si une démocratie participative est advenue au sein d'Al Fath, mais un processus est engagé.

Mon attente pour cette dernière année du projet fédérateur, c'est le soutien d'IDD / IDD Maroc à cette petite équipe de bénévoles, qui a des besoins de formations de base propres



aux associations pour mener à bien leurs projets et semer autour d'elles l'esprit associatif. Il faut aussi faire évoluer une relation qui s'effrite entre DAR et IDD / IDD Maroc, ce qui est peut-être le cas d'autres associations françaises ou marocaines qui ont mal compris la démarche d'un tel projet.

4 au 8 mars

FRANCE (Paris et Nancy)

Visite d'échanges d'expérience /
Accueil d'une délégation marocaine
d'élus et associatifs

→ 14 participant-es, dont 8 femmes

Echanges avec des associations et des collectivités locales autour d'expériences d'espaces de participation des habitants en France (en milieu rural et urbain).

4 et 5 avril

FRANCE (Paris)

3^{ème} session de formation France
« De la bonne gouvernance
dans nos associations »

Cette session a permis aux associations françaises de revoir les fondamentaux du fonctionnement d'une association et les principes de base de la gouvernance associative, mais aussi l'intégration de la dimension des dimensions « genre » et « jeunesse ». Au programme : du théâtre-forum, des apports théoriques et des ateliers de travail en groupes.

MAROC

9 au 12 avril - Rabat

24 au 27 juillet - Mehdia

2^{ème} et 3^{ème} sessions de formation
« web radio »

Témoignage d'Hanane Benali – Présidente du Réseau des jeunes de Figuig pour le développement (Maroc)



Je suis présidente du Réseau des Jeunes de Figuig pour le Développement, qui vise la jeune population de Figuig grâce au développement de la communication, des activités culturelles et sportives, de la santé et de l'éducation à l'environnement.

En tant que membre de l'association, le projet « Démocratie participative » m'a permis de participer à beaucoup de nouvelles activités, de séminaires et formations et aussi à l'Université d'Automne de la Jeunesse. Ces deux ans de projet ont été riches en activités et en rencontres et m'ont beaucoup apporté. Tout d'abord au niveau du renforcement des capacités, de mes propres capacités. J'ai pu acquérir des connaissances en matière de concertation, j'ai pu découvrir ce qu'est le projet

associatif et comment il se formalise. J'ai participé à des activités au Maroc dans différentes régions mais aussi à la visite d'échanges d'expériences en France en mars 2015. Toutes ces activités m'ont permis de rencontrer de nouvelles personnes et d'apprendre beaucoup des différentes expériences de ces personnes et des associations en France et au Maroc.

Le projet a aussi permis un renforcement des capacités des jeunes de l'association, notamment grâce à la formation « Web radio » à laquelle ont participé deux jeunes de Figuig, dont Kader Elkouche, membre du RJFD, qui a restitué les trois cycles de formations à d'autres jeunes de l'association. Le partenariat avec E-joussour va aussi permettre au RJFD de devenir prochainement la prochaine antenne Web radio E-joussour locale, à Figuig. C'est grâce au projet.

Le projet a également intensifié les échanges avec les associations partenaires du projet, avec les autres associations de Figuig mais aussi avec d'autres associations, notamment l'association Tamount à Tamanarte, dans le pôle Sud Anti-Atlas. Le Réseau des Jeunes s'est enrichi grâce à ces échanges sur les expériences des autres associations. Début 2016, le RJFD a accueilli à Figuig des membres du club des étudiants de Tamount durant deux jours, pour échanger avec eux sur différentes questions.

Dans le cadre du projet, Rachid Youbi, jeune membre de Tamount, a également effectué une mission de volontariat d'un mois à Figuig. Il a été en relation avec les différentes associations de la ville, avec Zakaria Yassead, lui aussi membre de RJFD, et avec Kader Elkouche, tous trois étant

28 et 29 juillet à septembre 2015

Missions d'échanges de jeunes entre associations

→ Session de préparation des volontaires, puis 1^{ère} mission d'échanges

12 et 13 septembre

MAROC (Tamanarte)

1^{er} atelier d'échanges d'expériences « Quelle participation des jeunes, des femmes et des émigrés à la valorisation du patrimoine oasien ? »

→ 29 participant-es, dont 20 jeunes et 9 femmes

Cet atelier visait à renforcer les capacités des membres des associations autour de leurs pratiques associatives, afin notamment de valoriser le rôle des femmes, des jeunes et des émigrés pour la préservation de l'environnement oasien.

Témoignage d'Alliatte Chiahou – Racines et Horizons (France)

Dans le cadre du travail engagé par le réseau IDD sur le projet associatif, l'association Racines et Horizons a mis en place des « petits-déjeuners projet associatif ». Cela a consisté à impliquer le plus grand nombre d'adhérents dans la réflexion sur le projet associatif. En effet, ces petits-déjeuners qui ont permis plusieurs séances de travail sur un diagnostic (l'existant, en termes de forces et faiblesses de notre association, mais aussi les opportunités qui s'offrent à elle et les menaces qui pèsent sur son existence) ont abouti à la nécessité de revoir les objectifs de notre association, mais aussi à opérer un rééquilibrage de son activité, orientée auparavant à 90 % vers « là-bas ». Désormais, ce travail nous a permis de recentrer nos activités plus vers « ici » et de continuer à nous impliquer au sein du réseau IDD, notamment dans le projet fédérateur. Ce projet fédérateur, auquel nous avons pris part dès son



lancement, a permis de donner un nouveau souffle au réseau en France et au Maroc, en élargissant les horizons du réseau et en cherchant à mobiliser les jeunes et les femmes. Grâce à ce projet qui a tenté de rapprocher les points de vue, le partenariat entre les associations marocaines et françaises s'est renforcé, pour ne plus répondre à l'urgence mais réfléchir à l'inscription des projets sur le long terme. Ce projet fédérateur a permis aussi d'insister sur la place de l'immigration et de repenser, malgré les réticences, les liens avec les collectivités territoriales et leur place dans la question du développement.

3 et 4 octobre

FRANCE (Paris)

4^{ème} session de formation France « Le projet associatif : orientations stratégiques, plan d'actions et évaluation »

Dans la continuité du travail mené par les associations, cette session consistait à poursuivre l'accompagnement des associations dans la formalisation de leur projet associatif : préciser leurs orientations stratégiques, mais également à planifier, budgétiser et évaluer leur projet associatif.

des jeunes actifs du projet et ayant été formés aux techniques de web radio.

Les relations et la communication entre la commune de Figuig et ses associations étaient déjà bonnes avant le projet, mais grâce à celui-ci les activités et les réunions entre la commune et les associations ont augmenté. Cependant, il y a peu de réalisations concrètes. Il y a encore du travail à faire. Nous essayons de créer une cellule de coordination entre les associations et la commune, ceci est voulu et prévu mais pas encore réalisé. Il y a également plus de rencontres avec la FAF qu'avant le projet. Les séminaires, ateliers, formations permettent plus de rencontres et de discussions, mais il y a encore un manque d'activités concrètes et de communication.

Selon moi, le projet « Démocratie Participative » souffre de deux points négatifs. Le premier est la trop courte durée des formations nationales. Celles-ci durent trop peu de temps pour aborder des nouveaux sujets, et la documentation est envoyée aux participants trop tardivement. Ensuite, les formations sont très intéressantes mais sont trop théoriques. La théorie est très bien, mais la mise en pratique est plus compliquée et nous avons besoin de formation pratique pour pouvoir appliquer au mieux ce qui a été vu pendant les formations.

Pour la suite, je souhaite plus de liens encore entre les associations : entre les associations de Figuig, avec les autres associations des différentes régions du Maroc et avec les partenaires en France. Il ne faut pas seulement une coordination, des réunions ou des activités ponctuelles, je souhaiterais qu'il y ait aussi des projets concrets et à long terme.

18 octobre
MAROC (Mehdia)
Réunion du comité
de pilotage du projet

24 et 25 octobre
MAROC (Mehdia)
Université d'automne de la jeunesse

Cette grande rencontre a proposé une table des partages entre différents acteurs sur les thématiques « jeunesse, engagement et participation citoyenne », et des ateliers thématiques entre jeunes de France et du Maroc sur la liberté d'expression et les médias communautaires, le genre et l'égalité hommes / femmes, la société civile / des ponts entre ici et là-bas, la participation dans le territoire.



28 et 29 novembre
MAROC (Kalaat M'Gouna)

2^{ème} atelier d'échanges d'expériences
« Quelle implication des jeunes, des femmes et des émigrés à la valorisation du patrimoine local ? »

→ 27 participant-es, dont 16 jeunes et 10 femmes, représentant 2 associations françaises et 10 associations marocaines

L'objectif de cet atelier était d'échanger des expériences de Maroc et de France, en trois temps : des témoignages, une visite dans l'association Taghbaloute pour la coopération et le développement, puis des travaux en groupe afin d'identifier les points forts et les points faibles des expériences et d'élaborer des recommandations pour renforcer l'implication des femmes, des jeunes et des émigrés dans la valorisation du patrimoine commun de cette région.



Témoignage d'Omar El Otmani – Fédération des associations de développement de Tinghir (Maroc)

La démocratie participative est le thème du troisième projet fédérateur mené par le réseau IDD, l'IFAD et le CCFD-Terre Solidaire. Celui-ci est constitué de plusieurs activités qui visent le renforcement de la confiance, de la coopération entre les conseillers élus, les acteurs de la société civile pour un développement territorial participatif. Ceci se fait à travers le changement de certaines attitudes et de représentations négatives et par le travail sur la conscientisation des lois qui régissent ou qui encadrent la démocratie participative et l'activation de ces instruments, la valorisation des expériences réussies et le travail à leur multiplication. Afin d'atteindre ces objectifs, les activités du projet sont diversifiées et ont des niveaux différents. Je cite parmi ces activités

: l'Université d'automne, les cycles de formations, les ateliers de concertation et d'échanges d'expériences en plus de la formation Web radio qui vise les jeunes. Toutes ces activités ont eu lieu en France et au Maroc comme elles ont eu lieu au niveau des quatre pôles du réseau et visent les associations locales et les membres des conseils élus. Ce projet a participé à créer une dynamique pour IDD au niveau national comme il a participé à renforcer les liens entre les associations membres et la capitalisation de leur travail avec les collectivités au service du développement local. Il reste à souligner certains points faibles qui ont parcouru ce projet, de mon point de vue personnel. Ces points faibles concernent le choix des communes pilotes qui n'a

pas été fait de façon participative, comme je souligne aussi le manque d'ouverture du projet sur les autres communes et la création d'une dynamique des pôles de façon générale. Il aurait été préférable de bénéficier des expériences réussies sans se limiter aux communes pilotes, et ceci comme si les autres associations et les autres communes n'étaient pas concernées par ce projet et par ses objectifs. C'est pour cela que je fais une recommandation envers les partenaires actifs du projet afin qu'ils essaient de se rattraper pour ce qu'il reste du projet, et afin qu'ils tracent des programmes opérationnels au niveau de chacun des quatre pôles.

Début 2016...

5 au 7 février

MAROC (Figuig)

Atelier d'échanges d'expériences
« Comment valoriser le capital humain
des femmes, jeunes et migrants pour un
meilleur développement local ? »

→ Avec les associations du Pôle Nord-Est Oriental

15 au 17 janvier

MAROC (Marrakech)

Session de formation nationale
Introduction à la démarche et
aux mécanismes participatifs

27 et 28 février

MAROC (El Hajeb)

Atelier d'échanges d'expériences
« Le partenariat entre associations de
France et du Maroc, quelles finalités et
quelles modalités de mise en œuvre ? »

→ Avec les associations du Pôle Centre et les
associations françaises

Un séminaire à Zagora

Un séminaire de bilan intermédiaire du projet fédérateur « Démocratie participative » aura lieu les 19 et 20 mars prochains à Zagora, au Maroc. Dans une démarche d'évaluation et de capitalisation, ce séminaire sera une étape importante du processus mené depuis deux ans entre la France et le Maroc. Il sera l'occasion de réunir l'ensemble des parties prenantes afin de revenir sur les principaux résultats et de réfléchir ensemble aux recommandations pour la troisième phase du projet.

Ce séminaire est organisé avec le concours financier de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH), un programme de l'Union européenne visant à promouvoir la démocratie et des droits de l'homme au niveau mondial.



Ces deux dernières années, le projet fédérateur a permis la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités entre la France et le Maroc, et de différentes activités locales et nationales, avec l'ambition de permettre aux acteurs bénéficiaires de mener des actions de développement plus concertées et répondant aux besoins des populations, en particulier les jeunes et les femmes. Une équipe de l'association Targa accompagne cette démarche jusqu'à la fin du projet.

Premier bilan

Si l'heure du bilan final n'est pas encore arrivée, cerner ce que le projet « Démocratie participative » a déjà permis durant ses deux premières années d'exécution permettra à cette dernière année d'être au plus près des attentes des acteurs. C'est l'enjeu du séminaire de Zagora, dont les échanges seront ouverts à d'autres acteurs marocains agissant dans les domaines du développement et de la démocratie participative, en lien avec l'apport de l'immigration. 80 à 90 personnes y sont attendues : 15 représentants des associations françaises, 35 représentants des associations marocaines, 10 représentants des élus et cadres des communes pilotes et autres communes associées, 15 représentants des structures porteuses du projet (IDD, IFAD, CCFD-TS) et membres de l'équipe, et enfin 10 à 15 invités et partenaires. Il sera question des expériences menées par certains acteurs, qui seront présentées et mises en regard, et des enseignements à en tirer dans la perspective de cette troisième année.

Aperçus du terrain

Le séminaire sera précédé d'une visite d'échanges d'expériences, qui permettront à une délégation plus restreinte d'acteurs franco-marocains, dont certains issus des quatre communes pilotes, de rencontrer des représentants de communes et d'autres acteurs de la province de Zagora. Les échanges tourneront autour d'expériences de démocratie locale et de participation citoyenne, et des possibilités de reproduction de certaines pratiques. Une trentaine de participants (8 représentants des associations marocaines, 5 représentants des associations françaises, 8 élus et cadres des communes pilotes, 8 membres des structures porteuses et membres de l'équipe) participeront à ce circuit de trois jours. Passé un temps d'interconnaissance le mercredi 16 mars, les participants se rendront dans deux communes de la province de Zagora : Tamazmout le 17 mars, puis Ait Oualal le 18 mars. À Tamazmout, la visite sera centrée sur l'expérience de la construction du Plan communal de développement en 2009 et 2010, et notamment sur la participation des associations et des habitants et sur les résultats du PCD, quelques années plus tard. À Ait Oualal, les échanges aborderont l'expérience du conseil communal des enfants et des jeunes et son fonctionnement, ainsi que le label « Commune amie des enfants et des jeunes » décerné par l'Unicef : les critères de ce label, les activités mises en œuvre dans ce cadre, l'amélioration de l'efficacité des actions en faveur des enfants et des jeunes, etc.

actualité du réseau

Ces pages sont dédiées aux activités du Réseau IDD et de ses membres en France et au Maroc. Dans ce numéro : la COP 22, le festival Migrations de l'ATMF-BHL, la soirée Street solidaire de Khamsa, la création du COSIM Alsace, et l'adhésion à IDD de l'association Tidi.

Réseau IDD

Cap sur la COP 22 !

La prochaine conférence internationale sur le climat (COP 22) se tiendra à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016. Cet événement concerne d'autant plus les membres d'IDD qu'ils sont directement confrontés à la problématique environnementale au Maroc. Certaines associations mènent des projets de développement local durable dans des espaces ruraux et des espaces oasiens marginalisés au Maroc (Figuig, Tamanarte, Timoumay, Targamait, Kmiss Dades, Ouled Ftata, Thinghir, etc.). Dans la perspective de la COP 22, plusieurs associations du réseau souhaitent construire une action commune et collective afin de promouvoir des alternatives solidaires et humaines dans les zones rurales. Elles ont déjà mené des activités de sensibilisation (jeux, débats, projection de film) lors de la Semaine de la solidarité internationale 2015, permettant de passer des messages forts sur la disparition de petites oasis. Parallèlement, les associations marocaines partenaires ont organisé des ateliers d'échange d'expériences pour valoriser les bonnes pratiques de développement durable dans les oasis, portées par les jeunes, les femmes et les immigrés. L'idée est de valoriser des expériences locales qui révèlent les limites d'un développement basé sur l'épuisement des ressources naturelles, l'injustice et l'exclusion sociales.

Thèmes multiples

Plusieurs thématiques sont ressorties des échanges liés aux problématiques des territoires oasiens : la gestion des déchets, la disparition des savoir-faire locaux, la marginalisation de ces territoires, le dérèglement climatique (désertification et inondation), le délitement des structures traditionnelles et familiales dues à la migration des hommes et des jeunes, etc. Ces différentes dynamiques entre ici et là-bas nous amènent à penser l'urgence d'introduire les principes du développement durable dans notre approche de développement humain, solidaire et résilient. A cette fin, le Réseau IDD songe à une campagne de sensibilisation visant à alerter les citoyens sur les risques de disparition des oasis. IDD s'est aussi positionné, via l'« Appel de la rue du Maroc » cosigné par plusieurs associations issues de l'immigration maghrébine, pour une mobilisation des peuples en faveur de l'urgence climatique et la justice sociale en vue de la COP 22. Cette initiative fait écho



à la création, le 7 février, de la Coalition marocaine pour la justice climatique.

Urgence d'agir

Afin de renforcer et d'élargir cette dynamique, IDD a organisé le 6 février dans les locaux de la FTICR, une soirée-débat sur les enjeux du développement durable et les changements climatiques et sur la COP 22, à laquelle ont participé 21 associations. Cette soirée a été introduite par une intervention de Gilles Lemaire, militant écologiste et altermondialiste, sur les enjeux du développement durable, des changements climatiques et des Objectifs de développement durable (ODD), sur l'Accord de Paris (COP 21) et les perspectives de la COP22, et sur la mobilisation citoyenne. Son intervention a abordé plusieurs grands points. D'abord, les effets du dérèglement climatique sur les pays du Sud en particulier, qui émettent le moins de gaz à effet de serre mais subissent les conséquences les plus importantes : c'est l'injustice climatique. Ensuite, le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat), qui confirme les grandes tendances en matière de climat : un risque de réchauffement de 1° C à 4° C d'ici 2100, suivant les scénarios, et la nécessité de laisser dans le sol 1/3 des réserves de pétrole, la moitié du gaz et 82 % du charbon pour

espérer contenir le réchauffement à 2°C. Enfin, au vu du contexte, Gilles Lemaire explique, en reprenant une formule du quotidien anglais *The Guardian*, que l'Accord de Paris est « un miracle en comparaison de ce qu'il aurait pu être, un désastre en comparaison de ce qu'il aurait dû être ». Selon lui, les engagements pris sont trop faibles pour demeurer sur une trajectoire de 2°. Il invite donc à ne pas attendre les agendas internationaux et à travailler en synergie – universités, ONG, syndicats – pour une transition alternative, mais aussi à agir sur et avec les collectivités territoriales.

Mobilisation citoyenne

Le débat qui a suivi, animé par Nadia Abbou, a permis aux associations membres d'IDD d'affirmer leur volonté d'intégrer le développement durable et les enjeux climatiques dans leurs projets de développement local, et d'être appuyés sur ces enjeux. Cela implique aussi de renforcer le lien entre justice climatique et migration, et de prendre en compte la question des migrations internationales dans un contexte d'injustice climatique dans les pays du Sud. Sur la perspective de la conférence de Marrakech, la mobilisation citoyenne est essentielle, en s'appuyant sur des initiatives locales et alternatives et sur des retours d'expériences positives en matière de mobilité, agriculture, transports, consommation, etc. A la manière d'Alternatiba et de son slogan : « L'urgence climatique et la justice sociale ». C'est un appel à « partir du bas », à organiser faire des forums locaux et à appuyer les populations qui luttent au Maroc, Algérie, Tunisie.

Il faut aussi rappeler que plusieurs associations françaises, maghrébines et internationales ont signé l'appel de la Rue du Maroc « La mobilisation des peuples pour l'urgence climatique et la justice sociale en vue de la COP22 de Marrakech » : l'idée est de co-construire notre propre agenda au niveau des pays du sud. Cela demande une meilleure articulation entre ici et là-bas, et d'éclaircir notre rôle en tant qu'association de migrants et que citoyens français.

Les échanges clos, la soirée s'est poursuivie par du théâtre d'improvisation avec la compagnie « Le Grand Showtime » autour des thèmes du développement durable, des dérèglements climatiques et des migrations, puis par un buffet en musique.

ATMF-BHL

Festival Migrations

Pour la 2e année consécutive, l'ATMF-BHL organise son festival Migrations, en partenariat avec l'Association d'Action Sociale et Sportive du Bassin Houiller (ASBH) et Le Carreau (Scène nationale de Forbach et de l'Est mosellan), et avec la collaboration de l'Association Algérienne en Moselle Est.

Durant presque trois semaines, du 22 février au 12 mars, le festival propose à tous, jeunes, moins jeunes et familles, un voyage à travers les cultures qui composent ce territoire, valorisant les mélanges de cultures et de traditions sur le territoire français et partout ailleurs. La programmation mêle projections de longs et courts métrages, concerts, expositions photographiques, et de nombreux débats organisés dans 13 communes du bassin houiller lorrain.

Ce festival est le fruit de la rencontre de deux associations aux profils différents, mais partageant de nombreux points communs. Issu au départ de la délocalisation du festival du film arabe de Fameck, il vole aujourd'hui de ses propres ailes, en adéquation avec la popula-



tion du Bassin houiller dans sa diversité. Chaque association développe des animations en lien avec son action. L'ASBH propose

ainsi l'édition d'un livre de recettes, la réalisation de courts-métrages, ou encore une exposition de photos prises par des adolescents. L'ATMF a quant à elle choisi de faire intervenir des personnalités dans le cadre de débats. Leur volonté commune est de montrer la diversité qui fait la richesse de ce territoire. Enfin, Le Carreau propose un concert de la chanteuse kurde Aynar, un spectacle et un film, dans ses murs et au-dehors, dans une école, dans un centre Emmaüs et même dans une maison d'arrêt.

Les projets menés par les deux structures doivent être présentés lors d'une grande soirée de clôture, le 12 mars, au centre Balavoine de Cocheren. Plus riche et plus vaste, cette deuxième édi-

tion ambitionne de toucher un public plus nombreux et plus large. La plupart des événements sont en accès libre.

Infos et programmation sur www.atmf.org/?p=4823

Khamsa

Soirée street solidaire

Dans le cadre du prix J'M du programme OMD, l'association Khamsa organisait le 19 février une soirée street solidaire. Le groupe Stratégie de Paix, défenseur d'un rap engagé, a ouvert la soirée. Une mini tombola a permis au public de gagner un livre sur le thème de l'engagement réalisé par Khamsa, des t-shirts de l'association et un panier de produits cosmétiques bio. L'humoriste Nounours a clôturé la soirée avec un spectacle sur le thème de l'autodérision. Tout au long de la soirée, l'artiste peintre et graffeur Abys a réalisé une toile dont le public a pu suivre la progression.

Site de l'association : <http://association-khamsa.blogspot.fr>



Association Tidi

Engagement au-delà des frontières

Si l'idée de l'association Tidi (pour « Timoulay diaspora ») remonte à 2012, elle a été officiellement créée en novembre 2014 après les inondations qui ont secoué le village de Timoulay en novembre 2014. Cet événement nous a poussés à réagir collectivement et à organiser notre action, notamment une collecte de fonds au profit des sinistrés de Timoulay, qui a permis de distribuer 50 542 DH à 25 familles. Plus globalement l'association Tidi vise le développement économique et social de Timoulay, le renforcement du rôle de la femme, la promotion de l'amazigh, la consolidation du patrimoine, la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution et la désertification. Notre bureau prépare actuellement le projet de ramassage des ordures ménagères. Dans une perspective d'action commune, nous souhaitons travailler avec l'ensemble des forces vives du village (le conseil municipal et les associations), car notre cher village a besoin de toutes les bonnes volontés. Nous avons intégré le réseau IDD et avons créé en son sein le pôle Sud Anti-Atlas qui, outre Tidi, regroupe les associations Targa N'Maynt (à Targa N'Maynt), Attacharouk (à Tamanart). Il s'agit là d'une stratégie pour mutualiser nos actions et nos expériences, mais aussi pour bénéficier des aides logistiques et de l'accompagnement d'IDD.

Page Facebook : www.facebook.com/groups/410522485723469

MCDA

Un Cosim Alsace



L'association MCDA a contribué au lancement du collectif Osim (Cosim) Alsace, nouvelle déclinaison régionale du Forim (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations), qui s'ajoute aux 8 existantes.

www.forim.net

en direct du projet fédérateur

Pôle Sud-Est : atelier d'échanges d'expériences à Kelaat M'gouna

Quelle implication des jeunes, des femmes et des émigrés à la valorisation du patrimoine local ? Tel était le thème de ce deuxième atelier d'échanges d'expériences entre acteurs associatifs de France et du Maroc, organisé les 28 et 29 novembre à l'Hôtel Tazaghte Mandar Saghrou, à Kelaat M'gouna.



L'atelier a réuni 27 participants, dont 10 femmes, représentant 2 associations de France et 10 associations marocaines. Si les jeunes étaient bien représentés (16 ayant moins de 35 ans), il faut aussi souligner que 6 d'entre eux constituaient la cellule de communication de cet atelier, dont trois jeunes, de Figuig, Tamanarte et Khmiss Dades formés via le projet à la web radio, et trois membres de l'équipe d'animation d'E-Joussour, basée au RAZDED de Zagora.

Témoignages, visite et ateliers

Centré sur les dynamiques associatives dans ces zones oasiennes du Pôle Sud Est, il s'agissait d'une part d'échanger des expériences, d'ici et de là-bas : au Maroc, à Figuig et Tamanarte notamment, et en France, via les actions de l'ATMF-BHL à Saint-Avold et de Générations Tinghir France, à Clichy. D'autre part, les participants étaient amenés à identifier des bonnes idées et pratiques à développer au niveau de leurs associations.

Ces deux journées ont été rythmées en trois temps : des témoignages de femmes, de jeunes (associations de Figuig et Tamanarte) et de migrants, puis une visite dans l'association Taghbaloute pour la coopération et le développement, située à quelques kilomètres, dans la commune de Aït Sedrate Sahl Gharbia. Enfin, des travaux en groupe se sont tenus pour identifier les points forts et les points faibles des expériences et élaborer des recommandations pratiques pour renforcer l'implication des femmes, des jeunes et des émigrés dans la valorisation du patrimoine commun de cette région, entre « l'ici » et le « là-bas ».

Des recommandations

Les recommandations ont été élaborées, selon les axes suivants.

Pour impliquer et renforcer la place des migrants dans le développement, les deux groupes ont abouti à deux visions différentes mais complémentaires :

- Au niveau du Pôle Sud Est, préparer une

plate forme de travail, entre les acteurs « d'ici » et de « là bas », qui soit basée sur le professionnalisme, l'indépendance et la participation citoyenne.

- Renforcer la communication quadripartite entre IDD/France, IDD/Maroc, les associations françaises et les associations marocaines, par notamment le renforcement des capacités des acteurs impliqués (communication, échanges et élaboration et exécution de projets).

Pour impliquer les jeunes dans les associations partenaires, il s'agit de renforcer les valeurs et la culture du bénévolat associatif parmi eux, par des formations, un accompagnement, mais aussi, par des échanges d'expériences et une stimulation.

Pour impliquer les femmes dans les associations partenaires, il s'agit de renforcer leurs capacités, via des formations, des échanges d'expériences et un accompagnement.

Enfin, **pour prendre part à l'événement mondial qu'est la COP 21**, dont le début coïncidait avec l'atelier, un court débat a eu lieu sur le changement climatique et les rôles des acteurs dans le développement de la région. Ensuite, chacun et chacune a pu s'exprimer : messages écrits puis photographiés, interviews, mais aussi vidéos, séances photos. Tout cela a été réalisé par l'équipe de communication Webradio avec Ejoussour.

Couverture multimédia de la rencontre

Le résultat du travail de la cellule de communication est disponible ici :

- Photos de l'atelier : <https://goo.gl/photos/6VHjxAMeyDRspRxm7>
- Photos de messages sur le climat : <https://goo.gl/photos/8pU63pTqJbJikErX8>
- Emission de radio en arabe : www.soundcloud.com/ejoussour/atelier-dechanges-dexperiences-entre-acteurs-associatifs-de-france-et-du-maroc-pole-sud-est
- Emission de radio en amazigh : www.soundcloud.com/ejoussour/atelier-dechanges-dexperiences-entre-acteurs-associatifs-animee-par-meriem-et-rachid

parcours militant

Rachid Youbi



DR

« Je suis engagé donc j'existe »

Rachid en quelques mots

« Je m'appelle Rachid, je suis licencié en Histoire et Civilisation, j'ai également un diplôme de moniteur auto-école. Je suis membre de l'association Tamount, que j'ai intégrée en 2000. En 2015, j'ai participé à la formation web-radio organisée par le réseau IDD et l'IFAD dans le cadre du projet Démocratie Participative. »

Rachid et Tamount

« L'association est située à Ait Herbil, dans la commune de Tamanarte, dans la province de Tata. Tamount est la première association pour la culture et le développement dans la région. Ses objectifs sont d'encourager les initiatives des femmes et des jeunes, de contribuer à lutter contre la déperdition scolaire et l'analphabétisme par l'accompagnement des élèves et des étudiants et plus globalement d'améliorer le contexte local au niveau matériel et humain. L'association travaille aussi sur le développement et le renforcement des capacités de l'animation éducative pour les enfants notamment et mène des activités de soutien scolaire et organise également des exposés, des conférences et des formations. Dans le cadre du projet Démocratie Participative, Tamount participe régulièrement aux formations, séminaires, ateliers d'échanges et des visites organisés par le réseau IDD et l'IFAD. »

Rachid et la formation « web radio »

« Cette expérience nouvelle a changé beaucoup de mes perceptions sur les médias et surtout sur la radio et cela m'a permis de corriger un ensemble de fausses idées à propos de la presse. J'ai appris à comment préparer une émission radiophonique et j'ai pu acquérir des compétences sur les méthodes d'animation d'un programme de la radio. Et aussi j'ai gagné de nouveaux amis. A la suite de ces cycles de formation, j'ai participé aux cellules de communication avec des amis de la formation et des membres d'Ejousour lors de l'Université d'Automne de la Jeunesse et lors de l'atelier d'échanges d'expériences organisé à Kelaat Mgouna dans le Pôle Sud-est. Ce qui m'a permis de m'entraîner et d'acquérir de nouveaux conseils de la part des bénévoles d'Ejousour. »

Rachid à Figuig

« Cet été, j'ai effectué une mission à Figuig, dans le cadre du programme d'échanges de jeunes. Tout d'abord je tiens à remercier l'équipe du projet. J'ai souhaité faire cette mission de volontariat, afin d'améliorer mes connaissances, et de m'enrichir grâce à l'expérience de l'association d'accueil. Mais je souhaitais aussi partager les informations et les connaissances que j'ai acquises lors de mon parcours étudiant, universitaire et associatif avec l'association et en particulier grâce à mes expériences avec les chantiers Khamsa. Avec cette mission je souhaitais aussi mettre en valeur le volontariat et la motivation des jeunes. C'est une bonne façon de promouvoir le volontariat auprès des jeunes de ma région. Figuig est un milieu rural et un ancien oasis, tout comme Tamanarte, il était donc intéressant de pouvoir échanger les expériences de mon association d'accueil et celle d'envoi. J'ai donc effectué ma mission avec l'association Amicale solidarité Diwana Berkoukes qui organisait cet été des activités sportives et culturelles avec les jeunes de Figuig et j'ai également travaillé avec des enfants au Centre de Renforcement des Capacités de la Jeunesse et l'Enfance. Ce fut une grande expérience, j'ai appris beaucoup de choses sur le domaine associatif. J'ai pu observer les expériences de certaines associations locales et cela m'a permis de voir certaines de mes faiblesses dans le domaine de l'animation éducative. Aller à Figuig m'a également permis de travailler avec des amis participants à la formation Web Radio, Kader et Zakaria, l'accompagnatrice du Pôle, Aicha et avec Pauline, volontaire qui s'occupe de l'accompagnement de cette formation, avec qui j'ai pu travailler sur des émissions et sur une restitution de la formation à d'autres jeunes de Figuig. »

Portrait publié sur <http://projet-dp.blogspot.fr/2015/12/portrait.html>



Coordination éditoriale & maquette
Raphaël Mège

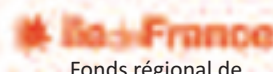
Rédaction
Mohammed Bazza
Horya Fadelane
Pauline Maillard
Raphaël Mège
Laure Simoutre
Abdallah Zniber
et les membres du réseau

Photo de couverture
IDD

ISSN : 2268-0748

Tous les numéros d'IDD infos sont consultables sur notre site : www.idd-reseau.org

Ce bulletin est édité avec le soutien de :



Fonds régional de développement de la vie associative



Rejoignez ou soutenez l'action d'IDD !

130 rue des Poissonniers
75018 Paris
Tél/Fax : 01 55 79 09 34
contact@idd-reseau.org